

En somme, bien qu'il y ait des raisons plausibles d'affirmer que le fédéralisme accroît la participation, il y a aussi des raisons plausibles de croire que le fédéralisme peut réduire la participation. On peut évidemment tenter de trouver des moyens de contrer les effets négatifs du fédéralisme. Ainsi, l'Allemagne aurait réussi à rendre ses relations intergouvernementales plus démocratiques ou tout au moins plus transparentes et plus responsables. Mais il y a des limites à ce qui peut être fait dans ce domaine.

Ces deux premiers mécanismes – la subsidiarité et la participation – sont étroitement liés, à plusieurs égards. Ainsi, une question importante est l'incidence de la mondialisation sur la subsidiarité et la participation publique. Pour simplifier à l'extrême, on pourrait diviser les participants en deux principaux camps sur cette question – les optimistes et les pessimistes. Les optimistes ont soutenu que le type de subsidiarité et de participation que nous constatons dans les régimes fédéraux permet aux gens de faire face à la dislocation que provoque la mondialisation. Le fédéralisme, selon ce point de vue optimiste, protège de grands pans d'autonomie locale au sein desquels une vie politique démocratique importante et participative peut exister, et contribue à protéger d'importantes formes de différence culturelle et d'identité commune. Il est évident qu'une réaction efficace à la mondialisation exige la mise en place de nouvelles institutions de transition, telles que l'Union européenne, qui sont très éloignées de la vie quotidienne locale. Mais ces institutions de transition peuvent s'ajouter à la protection des formes traditionnelles d'autonomie et de participation dans les États fédéraux, sans nécessairement entrer en concurrence avec elle.

Les pessimistes soutiennent par contre que la mondialisation sape les formes connues d'autonomie et de participation, en partie en réduisant la capacité même de l'État (à tous les paliers) de défendre les intérêts de ses citoyens. Selon ce point de vue pessimiste, l'autonomie locale et la participation politique n'ont aucun sens sans une capacité efficace de l'État et, dans le monde moderne, seules des unités politiques assez grandes peuvent maintenir ce type de capacité. Ce point de vue est pessimiste parce que ses défenseurs admettent que les citoyens n'auront probablement pas l'impression de pouvoir exercer une grande influence sur des unités politiques aussi vastes et deviendront probablement désenchantés de leur rôle de citoyens. Selon ce point de vue, il existe un compromis réel, voire même tragique, entre notre efficacité politique en tant qu'individus et l'efficacité de nos institutions politiques – nous ne pouvons protéger la seconde qu'en sacrifiant une partie de la première.

Ce contraste est évidemment simplifié à l'extrême. Mais optimistes et pessimistes conviennent qu'un grand défi des démocraties fédérales contemporaines consiste à trouver des moyens de protéger et d'accroître l'autonomie locale et la participation démocratique tout en faisant face à la nouvelle dynamique et aux impératifs de la mondialisation.